

Mesdames et Messieurs,

L'année dernière, je me tenais ici-même face à vous pour vous parler du plus grand défi économique auquel notre pays était confronté depuis la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, c'est du plus grand défi auquel l'Union européenne a dû jusqu'à présent faire face que je souhaiterais aborder.

Pour l'Europe, 2015 fut l'année du terrorisme. En 2016, la lutte contre le terrorisme continuera à être une préoccupation majeure de nombreux États membres.

Cependant, 2015 restera sans aucun doute l'année de la plus grande crise migratoire et des réfugiés que l'Europe ait connue depuis les déplacements de population qui suivirent la Seconde Guerre mondiale. Alors que de nombreux réfugiés ont voulu venir en Europe, que la Turquie les a laissés passer et qu'en Grèce, un gouvernement d'extrême gauche a ouvert les portes de Schengen, Angela Merkel a invité tout le monde à rejoindre l'Europe occidentale.

Heureusement, la politique d'accueil de la chancelière allemande n'est plus d'actualité. Selon Merkel, l'afflux devrait être réduit de manière drastique. Il a fallu qu'un million de réfugiés rejoignent l'Allemagne pour qu'elle infléchisse sa position. 190 000 autres se sont dirigés vers la Suède, un pays qui compte un peu moins d'habitants que la Belgique. Notre pays a réussi à limiter l'afflux en maintenant un plafond maximum pour les nouvelles demandes d'asile, en menant une politique de dissuasion pour les Iraquiens et en prenant des mesures contre les prétendus mineurs afghans. Le gouvernement fédéral a ainsi pu provisoirement éviter que notre pays soit mis sous pression, comme en Allemagne ou en Suède. Mais cela ne diminue en rien le défi auquel nous restons confrontés. La porte est encore toujours ouverte et, pour enrayer l'afflux, Merkel a dû passer un accord avec la Turquie en échange de concessions importantes.

La crise de réfugiés rouvre un débat sur la migration qui n'a jamais été sérieusement mené en Europe occidentale, et n'a donc jamais été vraiment clos. Qui est réfugié, qui est migrant ? À quoi doit ressembler notre politique migratoire européenne ? Pour une bonne compréhension, je renvoie à la politique défendue ces derniers mois par Monsieur Sarkozy dans le débat sur la migration. Il a évoqué à cet effet trois catégories de nouveaux arrivants.

Une première catégorie se compose des réfugiés politiques, qui ne peuvent plus revenir chez eux à cause du régime en place dans leur pays d'origine. Einstein a, par exemple, séjourné quelques mois à Le Coq après la prise du pouvoir par le régime nazi en Allemagne. Et Marx a trouvé refuge à Bruxelles afin de pouvoir exercer sa liberté d'écriture. Notre pays est donc un havre pour ce groupe depuis sa création.

Les réfugiés de guerre constituent un deuxième groupe. Devons-nous les aider ? Pour moi, c'est très clair : oui. Nous devons soutenir un accueil sûr et de qualité dans leur propre région. Et si nécessaire, nous devons même les accueillir provisoirement tant que la paix n'est pas rétablie dans leur pays d'origine.

Un troisième groupe est celui des migrants économiques. La migration économique est positive quand elle est contrôlée et quand une intégration correcte est prévue. Sur les deux plans, notre pays connaissait de graves manquements jusqu'il y a quelques années. Entre-temps, la loi instaurant une procédure accélérée de naturalisation a été supprimée et la stigmatisation de la gauche concernant l'intégration a disparu. Il était temps : un habitant de ce pays sur cinq n'est pas Belge de naissance. Notre politique migratoire doit donc être placée sous le signe de ce qui constitue la communauté. Notre identité, l'ADN des Lumières, et notre citoyenneté, doivent être inclusives. C'est ce que souligne également le gouvernement britannique et c'était un des fers de lance du précédent gouvernement français. La citoyenneté est restée gratuite trop longtemps. Cela a souvent créé une ségrégation de fait, dont notre société doit aujourd'hui payer le prix.

Comme dans de nombreux cas, l'économie joue ici aussi un rôle crucial. Un point sensible important est la participation au travail des nouveaux arrivants. Dans ce domaine, la Belgique accuse du retard dans les statistiques internationales. Tout comme en France, la participation au travail des nouveaux arrivants est inférieure de plus de 10 % à la moyenne nationale. Le contexte et la raison de la migration sont essentiels à cet effet. Dans un pays comme le Canada, une part importante des migrants sont actifs : ils ont été sélectionnés et y sont entrés sur la base de profils spécifiques. L'Europe, en revanche, compte un très grand groupe de migrants passifs, qui viennent dans le cadre du regroupement familial, de la régularisation ou de l'asile. Le modèle d'allocation non contraignant tel que nous le connaissons dans certains pays européens y contribue. Pour que la migration soit aujourd'hui encore un succès, nous devons donc investir pleinement dans l'activation. Le gouvernement fédéral et le gouvernement flamand actuels y travaillent d'arrache-pied.

Cependant, la crise des réfugiés nous confronte à nouveau à un afflux de nouveaux arrivants. Selon certains, cette situation est tout simplement positive. Un optimisme que j'aimerais tempérer quelque peu. La croissance liée à une augmentation des dépenses publiques et de la consommation est positive en apparence. Mais cette apparence est trompeuse. Un réfugié syrien sur dix à peine dispose des compétences nécessaires pour être immédiatement intégré dans le monde du travail. Seule une minorité parle un anglais rudimentaire. La moitié n'a pas dépassé l'enseignement secondaire inférieur.